



Rapport Semestriel 2013



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Semestre clos le 30 juin 2013

(L 451-1-2 III du Code monétaire et financier. Article 222-4 et suivants du RG de l'AMF)

BOIRON

Société anonyme au capital de 19 441 713 €.

**Siège social : 20, rue de la Libération - 69110 Sainte-Foy-lès-Lyon.
967 504 697 R.C.S. Lyon.**

Le présent rapport financier semestriel porte sur le semestre clos le 30 juin 2013 et est établi conformément aux dispositions des articles L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Il a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il peut être consulté sur le site de notre société www.boiron.com (<http://www.boiron.com/fr/Espace-Actionnaires-et-Investisseurs/Communication-financiere/Information-reglementee/Rapports-financiers>).

Sommaire

Attestation du responsable du rapport financier semestriel	p 2
Rapport semestriel d'activité	p 3
<i>Les faits marquants</i>	p 3
<i>Résultats semestriels 2013</i>	p 3
<i>Description des principaux risques et incertitudes</i>	P 5
<i>Principales transactions avec les parties liées</i>	P 7
<i>Chiffres clés</i>	P 8
Comptes semestriels consolidés condensés	P 9
<i>Compte de résultat consolidé</i>	p 10
<i>Bilan consolidé</i>	p 12
<i>Tableau de flux de trésorerie consolidé</i>	p 13
<i>Variation des capitaux propres consolidés</i>	p 14
<i>Notes aux comptes semestriels consolidés condensés</i>	p 15
Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2013	P 30

Attestation du responsable du rapport semestriel

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Sainte-Foy-lès-Lyon
Le 29 août 2013

Philippe Montant
Directeur Général Délégué

Rapport semestriel d'activité

LES FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2013

En France et à l'international, le premier trimestre a été marqué par une forte pathologie hivernale.

En Espagne, l'activité des établissements de Bilbao et Alicante a été reprise par celui de Madrid à partir du 30 avril 2013.

En Italie, depuis le mois de janvier, l'ensemble des activités est localisé à Milan et la distribution est partiellement sous-traitée à un prestataire externe.

La filiale Unda a annoncé le 4 juin 2013 son intention de réorganiser ses activités en vue d'assurer le développement de l'homéopathie **en Belgique**.

Ce projet pourrait concerner une soixantaine d'emplois sur un total de 194 sur les deux sites belges.

Par ailleurs, depuis le début de l'année, l'activité de l'établissement de distribution de Gand a été reprise par le site de Bruxelles.

Aux Etats-Unis, l'accord transactionnel ayant pour objet de mettre un terme à la procédure judiciaire relative au médicament Children's Coldcalm® en Californie a reçu une approbation préalable du tribunal. Boiron USA demeure dans l'attente de l'approbation définitive de cet accord.

RESULTATS SEMESTRIELS 2013

1. ACTIVITE

Après une croissance de l'activité de 22,4 % au premier trimestre liée notamment à la forte pathologie, **le chiffre d'affaires** du deuxième trimestre ressort en hausse de 4,7 %.

Le chiffre d'affaires semestriel s'établit à 275 784 K€ à fin juin 2013 contre 241 518 K€ en 2012.

- En **France**, les ventes sont en hausse de 14 199 K€ (+ 9,8 %). Les médicaments à nom commun augmentent de 7,4 % en raison notamment de la hausse des prix intervenue en 2012 sur certains d'entre eux. Cette hausse de prix n'impacte que la croissance du premier trimestre 2013. Par ailleurs, au 1^{er} janvier 2013, Boiron a fait évoluer le tarif de sous-traitance des préparations magistrales fabriquées pour le compte des pharmacies d'officine. La croissance des spécialités de 17,0 % concerne principalement Oscillocoquinum® et Camilia®.
- Sur la zone Europe (hors France)**, le chiffre d'affaires est en hausse de 17,9 % dans la plupart des pays (notamment en Russie et en Pologne).
- Sur la zone Amérique du Nord**, le chiffre d'affaires progresse de 27,0 %, notamment aux Etats-Unis grâce aux ventes d'Oscillocoquinum® et des spécialités à l'Arnica.

- Les ventes réalisées dans les « **Autres pays** » progressent de 36,9 %, essentiellement en Tunisie et au Brésil.

2. RESULTATS

La norme IAS 19 révisée (IAS 19 R) sur les avantages du personnel est d'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2013 et requiert de retraiter les informations comparatives. Elle se traduit notamment par une nouvelle ventilation de la charge liée aux engagements sociaux entre le résultat opérationnel, le résultat financier et les autres éléments du résultat global. Les données du premier semestre 2012 ont ainsi été retraitées comme suit :

Compte de résultat consolidé 1er semestre	Données publiées	Impact de IAS 19R	Données retraitées
Résultat Opérationnel	15 179	2 218	17 397
Autres produits et charges financiers	741	(1 719)	(978)
Impôt sur les résultats	(7 102)	(172)	(7 274)
Résultat net (part du groupe)	9 246	327	9 573

Les commentaires ci-après portent sur les variations constatées par rapport aux données 2012 retraitées.

Le **résultat opérationnel** ressort à 43 005 K€ contre 17 397 K€ au premier semestre 2012. Cette progression de la rentabilité s'explique par la hausse de l'activité et la bonne maîtrise des charges opérationnelles.

Le résultat opérationnel apporté par l'ensemble des filiales progresse de 5 973 K€ par rapport au premier semestre 2012, notamment grâce aux Etats-Unis, à l'Italie et à la Russie. La rentabilité opérationnelle de la Belgique est affectée par la constatation d'une provision de 5 075 K€ au titre de la réorganisation mentionnée plus haut. En Espagne, la baisse du résultat opérationnel est liée aux charges de réorganisation de l'activité de distribution (1 027 K€).

Résultat opérationnel par société (en milliers d'euros)	2013	2012	Variation
France	38 736	19 101	19 635
Italie	4 186	649	3 537
Russie	-1 055	-2 761	1 706
Espagne	-200	1 280	-1 480
Belgique	-4 089	197	-4 286
Etats-Unis	4 075	162	3 913
Pologne	200	-49	249
Canada	552	-396	948
Suisse	-272	-535	263
Brésil	-466	-1 228	762
Slovaquie	316	16	300
Caraïbes	248	438	-190
Réunion	272	287	-15
Autres	502	236	266
Groupe Boiron	43 005	17 397	25 608

La **marge brute** augmente de 33 594 K€ soit +18,0 % sous l'effet de la hausse de l'activité. Elle représente 79,8 % du chiffre d'affaires contre 77,2 % en 2012 : cette hausse du taux de marge s'explique notamment par une hausse des prix de vente dans la plupart des pays. A noter qu'au titre de la réorganisation des activités industrielles en Belgique, les coûts de production intègrent une provision de 3 263 K€ (inclus dans le montant de 5 075 K€ mentionné ci-dessus).

Les **coûts de préparation et de distribution** sont en recul de 2 272 K€, soit - 3,1 % : les réorganisations de la distribution annoncées en 2012, notamment en Italie, en Suisse et en Belgique génèrent dès 2013 des économies sur la masse salariale et les frais de fonctionnement des établissements.

Les **coûts de promotion** sont en progression de 5 994 K€ (soit + 10,2 %) notamment en raison de la hausse des dépenses de publicité, aux Etats-Unis, en Pologne et en Russie et d'une croissance de la masse salariale.

Les **coûts de recherche et d'affaires réglementaires** ainsi que les **coûts des fonctions support** sont quasi stables par rapport à 2012.

Les **autres produits et charges opérationnels** se soldent par un profit net de 1 365 K€ (intégrant le crédit d'impôt recherche et le crédit d'impôt compétitivité emploi) contre un profit net de 5 079 K€ en 2012.

Le premier semestre 2012 avait été marqué par :

- un profit de 2 699 K€ constaté sur la Taxe sur les Ventes Directes (TVD) de Dolisos (pour la part relative au principal),

- une plus value de 1 412 K€ réalisée sur la vente de deux établissements de préparation et de distribution en France.

Les **produits de trésorerie et charges de financement** s'élevaient à 176 K€ contre 434 K€ au premier semestre 2012 compte tenu du niveau des taux d'intérêt.

Les **autres produits et charges financiers** se soldent par une charge de 1 707 K€ contre une charge de 978 K€ en 2012.

Ils sont essentiellement composés de la charge liée à la baisse dans le temps de l'impact de l'actualisation des engagements sociaux.

En 2012, ils intégraient un produit à recevoir de 797 K€ au titre de la TVD (pour la part relative aux intérêts de retard).

La **charge d'impôt** s'élève à 15 782 K€ sur le premier semestre 2013 et représente 38,1 % du résultat avant impôt.

Le **résultat net** s'établit à 25 724 K€ contre 9 573 K€ sur le premier semestre 2012.

3. TRESORERIE NETTE

La **trésorerie nette** atteint 105 250 K€ au 30 juin 2013 contre 94 704 K€ au 31 décembre 2012. Elle augmente de 10 926 K€ sur le premier semestre 2013 alors qu'elle baissait de 13 733 K€ sur le premier semestre 2012.

Les flux de trésorerie provenant des **activités opérationnelles** atteignent 36 276 K€ contre 11 066 K€ au premier semestre 2012 :

- La capacité d'autofinancement augmente de 33 685 K€ par rapport au premier semestre 2012 et représente 21,7 % du chiffre d'affaires contre 10,8 % en 2012. Sa croissance est supérieure à celle du résultat opérationnel, compte tenu des mouvements de provisions, sans impact sur la capacité d'autofinancement.
- Les impôts versés s'élevaient à 23 051 K€ contre 18 738 K€ en 2012, du fait d'une progression des acomptes versés, consécutive à la hausse de la rentabilité en 2012.
- Le besoin en fonds de roulement est stable sur le premier semestre 2013.

Les flux de trésorerie provenant des **activités d'investissement** atteignent 8 564 K€ contre 10 943 K€ en 2012. Ils portent principalement sur des investissements industriels et des projets informatiques, en France.

Les flux de trésorerie provenant des **activités de financement** atteignent 16 786 K€ et concernent pour l'essentiel le paiement des dividendes (17 477 K€ au premier semestre 2013 contre 15 029 K€ au premier semestre 2012).

4. EVENEMENTS POST CLOTURE

Il n'a pas été identifié d'élément post-clôture pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers du groupe.

5. PERSPECTIVES

Le présent chapitre contient les perspectives du groupe, reflètes de ses estimations et de ses convictions. Les résultats réels peuvent différer significativement de ces orientations, en particulier en fonction des risques et incertitudes décrits ci-après.

Boiron poursuit son projet d'acquisition d'un terrain en vue de l'extension de son site industriel de Messimy. Ce projet d'investissement pluriannuel permettra de renforcer les capacités de production en France.

A l'appui des performances du premier semestre, Boiron confirme viser une nouvelle progression de son activité et de sa rentabilité en 2013.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

Risques industriels et environnementaux

Il n'y a pas d'évolution à noter dans le domaine des risques industriels et environnementaux tels que décrits dans le document de référence 2012.

Risques opérationnels

- [Statut des médicaments homéopathiques, enregistrement, visas publicitaires](#) :

Les autorités de régulation imposent de plus en plus de contraintes réglementaires, que ce soit au niveau de l'accès au marché (enregistrement, autorisation de mise sur le marché), de la commercialisation, de la promotion ou encore de la fabrication des produits pharmaceutiques. Les procédures permettant de démontrer la conformité de nos médicaments à ces obligations, peuvent prendre plusieurs années et nécessitent des ressources financières et humaines importantes. Par ailleurs, les produits peuvent faire l'objet de réexamens ultérieurs.

Ainsi, des changements de la réglementation applicable aux médicaments homéopathiques, telles des modifications des procédés d'enregistrement ou d'obtention d'autorisations liées à la commercialisation et à la publicité ont un impact sur les activités du groupe.

Les problématiques réglementaires sont gérées tant au siège que dans les filiales par des services dont l'objectif est d'assurer une veille permanente et de prévenir ou d'anticiper les évolutions susceptibles d'avoir des conséquences sur la commercialisation de nos médicaments.

Depuis 2001, une directive européenne prévoit un certain nombre de dispositions transposées en France en instaurant deux statuts réglementaires pour :

- L'Enregistrement Homéopathique (EH) qui autorise, pour une souche donnée, les médicaments homéopathiques répondant aux critères suivants : pas d'indication thérapeutique, des hauteurs de dilution encadrées, l'administration par voie orale ou externe,

la fabrication sur des sites pharmaceutiques industriels autorisés.

- L'Autorisation de Mise sur le Marché (AMM) pour les médicaments exclus du champ de l'EH.

Un dossier d'EH ou d'AMM devra être déposé par chaque laboratoire homéopathique français à l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament (ANSM) d'ici fin 2015.

Boiron a anticipé ce processus depuis 2001. A fin juin 2013, sur les 1 163 souches remboursées, 834 dossiers ont été déposés, 190 EH ont été effectivement obtenus et 51 souches abrogées (obligation d'arrêter la production). Les autres dossiers déposés sont en cours d'examen. Le calendrier de réponse pour les EH est indéterminé et dépendra de l'ANSM.

L'obtention de l'EH pour une souche donnée aura un impact sur :

- Les formes pharmaceutiques délivrées : ainsi certaines formes galéniques non autorisées dans le cadre de l'EH sont ou seront arrêtées progressivement.
- Les différents niveaux de dilution autorisés : pour un niveau de dilution non prévu dans le cadre de l'EH, une demande d'AMM pourra être faite pour la souche considérée. C'est notamment le cas pour certaines teintures mères qui ont fait l'objet d'un dépôt d'AMM, lequel est en cours d'examen.

- Les lieux de fabrication autorisés : au fur et à mesure de l'obtention des EH, certaines productions ne seront possibles que sur les sites industriels de Sainte-Foy-lès-Lyon, Messimy et Montrichard.

Si les dispositions de la directive concernant la mise sur le marché des médicaments homéopathiques ont bien été transposées dans la plupart des pays européens, il n'en est pas encore de même en Italie et en Espagne. Néanmoins, dans ces deux pays la transposition de la directive européenne est en cours et devrait permettre de faire évoluer le statut des médicaments homéopathiques.

En France, la loi du 29 décembre 2011 relative au renforcement de la sécurité sanitaire du médicament et des produits de santé a été publiée au Journal Officiel du 30 décembre 2011.

Ce texte prévoit notamment les dispositions suivantes :

- la publication par les laboratoires de l'existence des conventions et avantages concernant différentes catégories d'acteurs du monde de la santé, notamment les professionnels de santé,
- la création de l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament (ANSM) dotée de pouvoirs plus importants,
- la mise en place de nouvelles modalités de contrôle de la publicité des médicaments à usage humain, avec notamment l'instauration d'un mécanisme de contrôle a priori pour les publicités à destination des professionnels de santé.

Le décret 2013-414 qui vient préciser les dispositions « Transparence » de la loi Bertrand a été publié au JO du 22 mai 2013.

Ce texte prévoit la publication obligatoire :

- de tous les avantages en nature ou en espèces d'une valeur supérieure ou égale à 10 € TTC procurés aux acteurs du monde de la santé,
- et des conventions conclues avec ces derniers.

L'obligation de publication concerne toutes les conventions conclues et les avantages consentis depuis le 1^{er} janvier 2012.

Dans un premier temps, la publication se fera sur les sites internet des entreprises et ceux des conseils de l'ordre des professions de santé et ce, pour la première fois, le 1^{er} octobre 2013.

La publication de ces données sera centralisée à terme sur un site internet public unique.

- [Statut du remboursement et de l'encadrement des prix :](#)

Il n'y a pas d'évolution à noter dans le domaine du statut du remboursement et de l'encadrement des prix tel que décrit dans le document de référence 2012.

- [Risques pharmaceutiques](#)

Il n'y a pas d'évolution à noter dans le domaine des risques pharmaceutiques tels que décrits dans le document de référence 2012.

- [Risques liés à l'activité :](#)

- [Internationalisation](#)

En renforçant de façon significative sa présence à l'international, le groupe peut être davantage exposé à une instabilité politique et économique, à des spécificités culturelles ou réglementaires, ou encore à des risques de contrefaçons ou d'importations parallèles. La survenance de l'une ou l'autre de ces difficultés peut avoir des conséquences sur la planification de production, l'activité ou la rentabilité du groupe.

Pour s'en prémunir autant que possible, le groupe tend à renforcer la protection juridique de ses médicaments et à mettre en place une veille active en matière réglementaire sur chacune des zones dans laquelle il

est présent.

La crise économique en Europe a pu engendrer une stagnation voire une baisse d'activité sur le premier semestre en Italie, en Espagne et au Portugal.

- [Risques de marché, de crédit et de liquidité](#)

La gestion des risques de marché, de crédit et de liquidité est décrite dans le document de référence 2012 (page 142 de l'annexe aux comptes consolidés 2012).

L'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés 2013 mentionne l'évolution de la gestion des risques et instruments financiers (note 17).

Il n'y a pas d'évolution à noter concernant les autres risques liés à l'activité tels que décrits dans le document de référence 2012.

Litiges en cours

France et Belgique

- [Litige Boumans \(suite au litige Ce.M.O.N\)](#)

Dans le cadre du renforcement en 2005 de la participation de Boiron dans le capital d'Unda, un tribunal arbitral a condamné, le 29 janvier 2009, in solidum M. Jean-Pierre Boumans (vendeur des actions des holdings d'Unda), Unda, les deux sociétés holdings d'Unda et Boiron, à verser à la société Ce.M.O.N. (actionnaire minoritaire d'Unda et distributeur en Italie des produits d'Unda) une indemnité compensatrice de préjudice d'un montant de 3 400 K€. Boiron et Unda ont exécuté, le 3 avril 2009, la sentence du tribunal arbitral en versant la totalité de l'indemnité compensatrice.

Conformément à la décision prise par le Conseil d'administration de Boiron du 16 décembre 2009, un recours contributoire a été engagé en mai 2010 devant le Tribunal de première Instance d'Anvers à l'encontre du vendeur, M. Jean-Pierre Boumans, en vue d'obtenir le remboursement de la quote-part de la condamnation lui incombant (680 K€). Parallèlement, Boiron a obtenu, le 4 mars 2011, une ordonnance d'exequatur de la sentence arbitrale (donnant force exécutoire à la sentence arbitrale).

Dans le cadre de sa défense, M. Boumans a formé opposition contre cette ordonnance d'exequatur et a également introduit une action en annulation de la sentence arbitrale. Le 22 juin 2012, le Tribunal de Première Instance de Bruxelles a déclaré ces deux actions non fondées. M. Boumans n'a pas interjeté appel de ces jugements. Consécutivement, Boiron a fait signifier un commandement de payer à l'encontre de M. Boumans, qui s'y est opposé en saisissant le juge des saisies. Ce dernier, par ordonnance du 11 juin 2013, a demandé aux parties de faire interpréter la sentence par le tribunal arbitral quant à la part de responsabilité de M. Boumans dans le préjudice subi par la société Ce.M.O.N.

Parallèlement, la procédure de recours contributoire contre M. Boumans pour obtenir le remboursement de la somme de 680 K€ suit son cours.

Litiges aux Etats-Unis

Boiron USA a fait l'objet, le 31 août 2010, d'une plainte d'un consommateur déposée devant le tribunal de Los Angeles (Etat de Californie), à l'encontre du médicament Children's Coldcalm® (indiqué pour soulager les symptômes du rhume), pour publicité mensongère au motif qu'il ne serait pas efficace.

Dans le cadre de cette procédure, Boiron USA a souhaité que le litige soit porté au niveau fédéral et a déposé un recours aux fins d'obtenir le rejet de la plainte avant tout examen au fond. Ce recours a toutefois été rejeté par le juge fédéral, le 25 juillet 2011 et le caractère collectif de l'action («class action») a été reconnu le 24 août 2011. Le 16 avril 2013, les parties sont parvenues à la signature d'un accord transactionnel afin de mettre un terme à cette procédure. Cet accord prévoit :

- la prise en charge des frais d'avocat de la partie adverse par Boiron USA,
- le remboursement des consommateurs ayant acheté le médicament Children's Coldcalm® en Californie sous réserve qu'ils en fassent la demande,
- et l'engagement de modifier les publicités et packagings dans un délai de 24 mois à compter de l'approbation définitive de l'accord par le tribunal. Ce délai de 24 mois permettra à Boiron USA d'écouler son stock actuel dans des conditions normales.

L'accord a obtenu l'approbation préalable du tribunal et reste encore soumis à son approbation définitive. Une provision de 1 million de dollars, correspondant au risque encouru, a été constituée.

Parallèlement, un autre cabinet d'avocats a déposé, le 8 août 2011, une plainte sur les mêmes fondements devant le tribunal de San Diego (Etat de Californie) à l'encontre du médicament Oscillococcinum®. Par suite, d'autres plaintes ont été déposées contre la plupart des médicaments Boiron commercialisés aux Etats-Unis.

Afin de limiter les frais inhérents à ces différentes procédures, Boiron USA est parvenue, le 6 mars 2012, à la signature d'un accord transactionnel destiné à mettre un terme à l'ensemble des procédures à l'exception de la plainte relative au médicament Children's Coldcalm® mentionnée ci-dessus. Cet accord porte sur le versement d'une somme de 5 millions de dollars couvrant l'intégralité des frais, ainsi que sur l'engagement de modifier les publicités et packagings des médicaments dans un délai de 24 mois à compter de l'approbation définitive de l'accord. Cet accord a reçu l'approbation définitive du tribunal de San Diego par jugement du 31 octobre 2012. Ce jugement a fait l'objet de trois recours. Seule la recevabilité d'un recours reste à examiner par la Cour d'appel, les deux autres ayant été rejetés pour défaut de notification des conclusions dans les délais impartis.

Litiges au Canada

Boiron Canada fait l'objet de deux plaintes de consommateurs (en Ontario et au Québec) visant à l'ouverture d'actions de groupe («class actions»). Ces deux procédures en sont toujours à un stade préliminaire, les juges saisis n'ayant pas encore statué sur leur recevabilité.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des six derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les principales transactions avec les parties liées sont mentionnées à la note 24 de l'annexe aux comptes consolidés condensés semestriels.

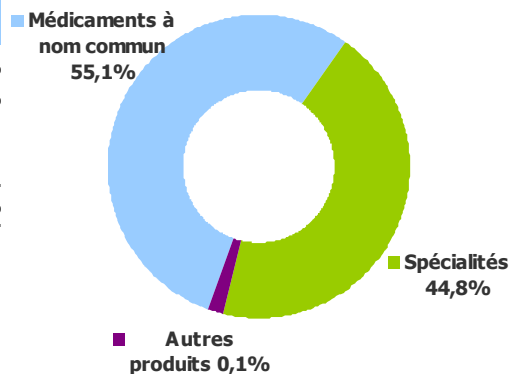
Chiffres clés

Données en millions d'euros

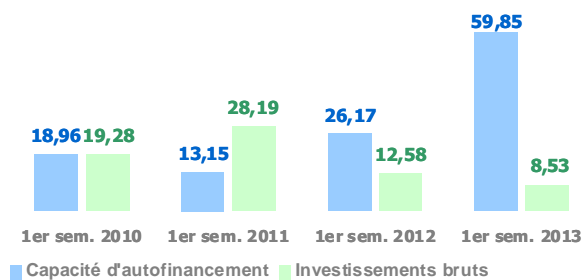
VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE

Données consolidées	1 ^{er} trim. 2013	2 ^{ème} trim. 2013	1 ^{er} sem. 2013	1 ^{er} trim. 2012	2 ^{ème} trim. 2012	1 ^{er} sem. 2012	Var. 1 ^{er} sem. 2013/2012
France	84,27	75,32	159,59	74,19	71,21	145,40	+9,8%
International	73,75	42,44	116,19	54,90	41,22	96,12	+20,9%
dont Europe hors France	54,33	29,05	83,38	41,81	28,89	70,70	+17,9%
dont Amérique du Nord	15,56	10,02	25,58	10,28	9,86	20,14	+27,0%
dont Autres pays	3,86	3,37	7,23	2,81	2,47	5,28	+36,9%
TOTAL GROUPE	158,02	117,76	275,78	129,09	112,43	241,52	+14,2%

CHIFFRE D'AFFAIRES PAR CATEGORIE DE PRODUITS



INVESTISSEMENTS ET AUTOFINANCEMENT

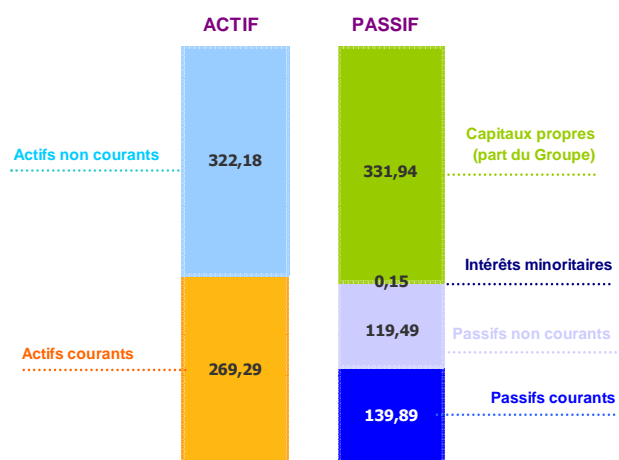


COMPTE DE RESULTAT SIMPLIFIE

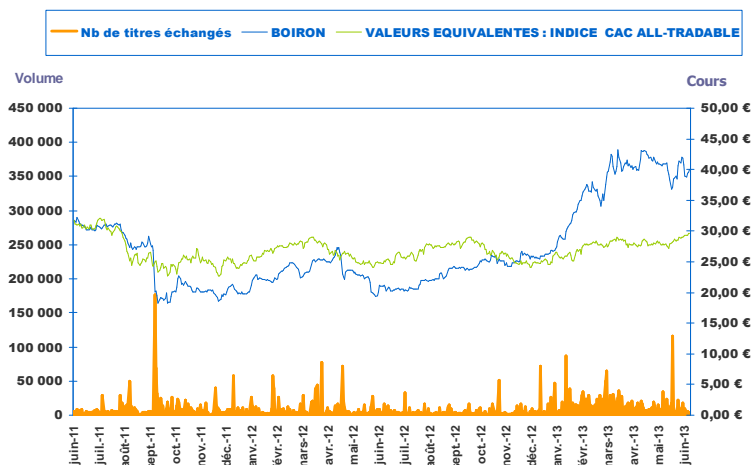
	2013	2012*	var.
Chiffre d'affaires	275,78	241,52	+14,2%
Résultat Opérationnel	43,01	17,40	+147,2%
Résultat net - part du Groupe	25,72	9,57	+168,7%
Capacité d'autofinancement	59,85	26,17	+128,7%

* Après application de la norme IAS19 révisée sur les engagements sociaux postérieurs à l'emploi.

BILAN SIMPLIFIE



EVOLUTION DU COURS (EN %) ET DES VOLUMES ECHANGES



Source : Euronext Paris



Comptes semestriels consolidés condensés 30 juin 2013

Arrêtés par le Conseil d'Administration du 29 août 2013

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	2013 (6 mois)	2012 (6 mois) RETRAITE ⁽²⁾
Chiffre d'affaires	18	275 784	241 518
Autres produits de l'activité		143	128
Coûts de production industrielle		(55 810)	(55 123)
Coûts de préparation et distribution		(71 005)	(73 277)
Coûts de promotion		(64 973)	(58 979)
Coûts de recherche		(3 645)	(3 850)
Coûts des affaires réglementaires		(2 848)	(2 756)
Coûts des fonctions support		(36 006)	(35 343)
Autres produits opérationnels	19	2 342	5 325
Autres charges opérationnelles	19	(977)	(246)
Résultat Opérationnel		43 005	17 397
Produits de placement et charges de financement		176	434
Produits de placement		391	768
Charges de financement		(215)	(334)
Autres produits et charges financiers		(1 707)	(978)
Autres produits financiers		6	1 434
Autres charges financières		(1 713)	(2 412)
Quote-part dans les résultats des participations dans les entreprises associées		0	0
Résultat avant impôt		41 474	16 853
Impôts sur les résultats	20	(15 782)	(7 274)
Résultat Net Consolidé		25 692	9 579
Résultat net (part des minoritaires)		(32)	6
Résultat Net (part du groupe)	21	25 724	9 573
Résultat par action (1)	21	1,32 EUR	0,45 EUR

(1) En l'absence d'instrument dilutif, le résultat moyen par action est égal au résultat moyen dilué par action.

(2) Après application de la norme IAS19 révisée sur les engagements sociaux postérieurs à l'emploi (cf. note 2.1.1).

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en milliers d'euros)	2013 (6 mois)	2012 (6 mois) RETRAITE ⁽²⁾
Résultat Net Consolidé	25 692	9 579
Autres éléments du résultat global recyclables en résultat	(1 844)	755
Ecart de conversion	(1 741)	772
Autres mouvements	(103)	(17)
Variation de la juste valeur des instruments financiers	17	0
Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	(572)	(7 309)
Ecart actuariel lié aux avantages postérieurs à l'emploi	14	(7 309)
Autres éléments totaux du résultat global ⁽¹⁾	(2 416)	(6 554)
Résultat global consolidé	23 276	3 025
Résultat global (part des minoritaires)	(32)	6
Résultat global (part du groupe)	23 308	3 019

(1) Dont 300 K€ d'effet d'impôt au 30 juin 2013 (contre 3 838 K€ au 30 juin 2012) sur les autres éléments du résultat global, concernant les écarts actuariels liés aux avantages postérieurs à l'emploi uniquement.

(2) Après application de la norme IAS19 révisée sur les engagements sociaux postérieurs à l'emploi (cf. note 2.1.1).

BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en milliers d'euros)	Notes	30/06/2013	31/12/2012 RETRAITE ⁽¹⁾
Actifs non courants		322 181	320 808
Goodwill	7	87 654	87 642
Immobilisations incorporelles	8	38 783	38 664
Immobilisations corporelles	8	148 249	150 242
Immobilisations financières		2 538	2 402
Autres actifs non courants	11	380	471
Impôts différés actifs		44 577	41 387
Actifs courants		269 292	273 060
Immobilisations corporelles destinées à être cédées		164	157
Stocks et en-cours	9	60 661	54 245
Clients et comptes rattachés	10	78 541	103 067
Etat - Créance d'impôt	11	3 839	1 188
Autres actifs courants	11	18 599	17 882
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	107 488	96 521
TOTAL ACTIF		591 473	593 868

PASSIF (en milliers d'euros)		30/06/2013	31/12/2012 RETRAITE ⁽¹⁾
Capitaux propres (part du groupe)		331 942	326 181
Capital	13	19 442	21 483
Primes		79 876	79 876
Réserves et résultat consolidés		232 624	224 822
Intérêts minoritaires		150	196
Total Capitaux propres		332 092	326 377

Passifs non courants		119 493	117 565
Emprunts et dettes financières non courants		3 720	3 225
Engagements sociaux	14	112 521	110 227
Provisions non courantes	15	577	560
Autres passifs non courants	16	1 774	2 667
Impôts différés passifs		901	886
Passifs courants		139 888	149 926
Emprunts et dettes financières courants		3 050	2 523
Provisions courantes	15	18 675	15 054
Fournisseurs et comptes rattachés		33 994	40 535
Impôts à payer	16	4 039	5 560
Autres passifs courants	16	80 130	86 254
TOTAL PASSIF		591 473	593 868

(1) Après application de la norme IAS19 révisée sur les engagements sociaux postérieurs à l'emploi (cf. note 2.1.1).

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	2013 (6 mois)	2012 (6 mois) RETRAITE ⁽¹⁾
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	36 276	11 066
Résultat net - part du groupe	25 724	9 573
Amortissements et provisions (hors actifs courants)	18 338	11 090
Autres éléments (dont résultat des cessions d'actifs)	185	(1 335)
Marge brute d'autofinancement des sociétés consolidées après produits de placement, charges de financement et impôt	44 247	19 328
Produits de placement et charges de financement	(176)	(434)
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	15 782	7 274
Capacité d'autofinancement consolidée avant produits de placement, charges de financement et impôt	59 853	26 168
Impôt versé / remboursement d'impôt	(23 051)	(18 738)
Variation du besoin en fonds de roulement, dont :	(526)	3 636
Variation des stocks et en-cours	(7 764)	(4 397)
Variation des créances opérationnelles courantes	24 484	25 888
Variation des dettes opérationnelles courantes	(17 246)	(17 855)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(8 564)	(10 943)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(4 287)	(8 854)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(4 242)	(3 722)
Cessions d'immobilisations corporelles	43	1 669
Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0
Acquisitions des immobilisations financières	(78)	(39)
Cessions des immobilisations financières	0	3
Acquisitions d'actifs financiers courants	0	0
Cessions d'actifs financiers courants	0	0
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(16 786)	(13 856)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(17 477)	(15 029)
Diminution de capital, primes et réserves	(118)	(10)
Rachat d'actions propres	0	0
Cession d'actions propres	0	0
Emission d'emprunts	1 423	1 253
Remboursement d'emprunts	(791)	(503)
Intérêts versés	(214)	(335)
Produits de placement encaissés	391	768
VARIATION DE TRESORERIE	10 926	(13 733)
Incidence des variations de cours des monnaies étrangères	(380)	104
Trésorerie nette au 1^{er} janvier	94 704	89 801
Trésorerie nette au 30 juin	105 250	76 172
Capacité d'autofinancement consolidée avant produits de placement, charges de financement et impôt :		
- par action	3,08 EUR	1,22 EUR
- en % du chiffre d'affaires	21,7%	10,8%

(1) Après application de la norme IAS19 révisée sur les engagements sociaux postérieurs à l'emploi (cf. note 2.1.1).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2012

Avant affectation du résultat (en milliers d'euros)	Nombre d'actions (1)	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées (2)	Actions d'auto- contrôle	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
31/12/2011 PUBLIE	21 411 289	21 483	79 876	272 069	(1 490)	(3 506)	368 432	219	368 651
31/12/2011 RETRAITE ⁽³⁾	21 411 289	21 483	79 876	257 696	(1 490)	(3 506)	354 059	219	354 278
Rachats et cessions d'actions propres	49 296			160	1 011		1 171		1 171
Annulation d'actions propres							0		0
Dividendes versés				(15 029)			(15 029)	(11)	(15 040)
Transactions avec les actionnaires	49 296	0	0	(14 869)	1 011	0	(13 858)	(11)	(13 869)
Résultat Net				9 573			9 573	6	9 579
Autres éléments du Résultat Global				(7 326)		772	(6 554)		(6 554)
Résultat Global				2 247	0	772	3 019	6	3 025
30/06/2012 RETRAITE	21 460 585	21 483	79 876	245 074	(479)	(2 734)	343 220	214	343 434

(1) nombre d'actions après élimination des actions propres.

(2) dont 189 153 K€ d'autres réserves et report à nouveau et 2 201 K€ de réserve légale dans les comptes sociaux de la société mère Boiron France au 30 juin 2012.

(3) Après application de la norme IAS19 révisée sur les engagements sociaux postérieurs à l'emploi (cf. note 2.1.1).

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2013

Avant affectation du résultat (en milliers d'euros)	Nombre d'actions (1)	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées (2)	Actions d'auto- contrôle	Ecart de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
31/12/2012 PUBLIE	19 411 434	21 483	79 876	306 861	(51 777)	(2 482)	353 961	196	354 157
31/12/2012 RETRAITE ⁽³⁾	19 411 434	21 483	79 876	279 081	(51 777)	(2 482)	326 181	196	326 377
Rachats et cessions d'actions propres	3 631			226	(296)		(70)		(70)
Annulation d'actions propres		(2 041)		(48 980)	51 021		0		0
Dividendes versés				(17 477)			(17 477)	(14)	(17 491)
Transactions avec les actionnaires	3 631	(2 041)	0	(66 231)	50 725	0	(17 547)	(14)	(17 561)
Résultat Net				25 724			25 724	(32)	25 692
Autres éléments du Résultat Global				(675)		(1 741)	(2 416)	0	(2 416)
Résultat Global				25 049	0	(1 741)	23 308	(32)	23 276
30/06/2013	19 415 065	19 442	79 876	237 899	(1 052)	(4 223)	331 942	150	332 092

(1) nombre d'actions après élimination des actions propres.

(2) dont 169 988 K€ d'autres réserves et report à nouveau et 2 201 K€ de réserve légale dans les comptes sociaux de la société mère Boiron France au 30 juin 2013.

(3) Après application de la norme IAS19 révisée sur les engagements sociaux postérieurs à l'emploi (cf. note 2.1.1).

La présente annexe fait partie intégrante des comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2013. Les comptes semestriels consolidés condensés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 29 août 2013.

Présentation de l'entreprise

Boiron SA, société mère du groupe, est une société anonyme de droit français, créée en 1932. Son activité principale est la fabrication et la commercialisation de médicaments homéopathiques.

Son siège social est situé 20, rue de la libération, 69 110 Sainte-Foy-lès-Lyon, France.

Boiron SA et ses filiales comptent 3 787 employés (effectif physique) au 30 juin 2013, en France et à l'étranger, contre 3 924 au 31 décembre 2012.

L'action Boiron est cotée sur « Eurolist » d'Euronext Paris.

NOTE 1 : PRINCIPAUX EVENEMENTS DU SEMESTRE

En France et à l'international, le premier trimestre a été marqué par une forte pathologie hivernale.

En Espagne, l'activité des établissements de Bilbao et Alicante a été reprise par celui de Madrid à partir du 30 avril 2013.

En Italie, depuis le mois de janvier, l'ensemble des activités est localisé à Milan et la distribution est partiellement soustraite à un prestataire externe.

En Belgique, la filiale Unda a annoncé le 4 juin 2013 son intention de réorganiser ses activités en vue d'assurer le développement de l'homéopathie en Belgique (cf. note 15).

Ce projet pourrait concerner une soixantaine d'emplois sur un total de 194 sur les deux sites belges.

Par ailleurs, depuis le début de l'année, l'activité de l'établissement de distribution de Gand a été reprise par le site de Bruxelles.

Aux Etats-Unis, l'accord transactionnel ayant pour objet de mettre un terme à la procédure judiciaire relative au médicament Children's Coldcalm® en Californie a reçu une approbation préalable du tribunal. Boiron USA demeure dans l'attente de l'approbation définitive de cet accord.

NOTE 2 : METHODES D'EVALUATION ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros sauf indication contraire.

Les états financiers consolidés du groupe Boiron au 30 juin 2013 ont été préparés conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC).

Les comptes semestriels consolidés sont établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

Les comptes semestriels consolidés sont présentés, en application de cette norme, en retenant une présentation condensée de l'annexe ; seules les transactions significatives, ou les règles adaptées aux spécificités des arrêtés de comptes semestriels donnent lieu à des notes annexes. Ils doivent être lus en liaison avec les comptes annuels du groupe au 31 décembre 2012, tels que présentés dans le Document de référence enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 12 avril 2013 sous le numéro D.13-0344 et disponible sur le site internet de la société <http://www.boiron.com/fr/Espace-Actionnaires-et-Investisseurs/Communication-financiere/Information-reglementee/Rapports-financiers>.

2.1. NOUVELLES NORMES ET INTERPRETATIONS IFRS

2.1.1. Nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne et applicables de manière obligatoire en 2013

Les normes et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2013 (notamment la norme IFRS 13–Evaluation à la juste valeur, l'amendement IFRS 7–Compensation des actifs et passifs financiers, et les amendements liés aux améliorations annuelles 2010-2011), n'ont pas d'impact sur les comptes du groupe Boiron, à l'exception de la norme IAS 19 révisée sur les engagements au personnel. Conformément à l'amendement d'IAS 1, applicable en 2013, les autres éléments du résultat global ont été ventilés entre éléments recyclables ou non recyclables en résultat.

La norme IAS 19 révisée (IAS 19R) sur les avantages du personnel est d'application obligatoire à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2013 et se traduit par des changements importants, essentiellement dans le mode de comptabilisation des engagements sociaux postérieurs à l'emploi.

Les engagements de retraite sont présentés au bilan pour leur montant global, déduction faite de la juste valeur des actifs détenus au travers d'un fonds externalisé. Les calculs des engagements et de la juste valeur des actifs détenus au travers du fonds externalisé sont identiques à ceux appliqués avant la mise en œuvre de la norme révisée (cf. note 2.9.1.2.2 du document de référence 2012).

Les impacts des variations des écarts actuariels liés aux engagements et aux actifs détenus au travers de ce fonds externalisé (hypothèses actuarielles et effets d'expérience) sont constatés immédiatement en autres éléments du résultat global non recyclables, pour leur montant net d'impôt.

Les impacts des changements de régime sont constatés immédiatement en résultat opérationnel.

Le coût financier net du rendement attendu du fonds externalisé est désormais présenté en résultat financier.

Le rendement attendu de ce fonds est calculé en utilisant le taux d'actualisation retenu pour l'estimation de l'engagement global.

Conformément à la norme IAS 8, les informations comparatives ont été retraitées, comme si la norme IAS 19 révisée avait été appliquée depuis le 1^{er} janvier 2012. Cette application rétrospective a conduit à retraiter les états financiers des périodes comparatives suivantes : compte de résultat consolidé 2012, bilan consolidé au 31 décembre 2012 et tableau des flux de trésorerie consolidé 2012.

Les impacts de l'application de cette norme révisée sur les principaux agrégats financiers des états de synthèse sont présentés ci-après. Seules les lignes modifiées sont présentées.

Bilan consolidé 31/12/2012	Données publiées	Impact de IAS 19R	Données retraitées
Actifs non courants	306 221	14 587	320 808
Dont Impôts différés actifs	26 800	14 587	41 387
TOTAL ACTIF	579 281	14 587	593 868
Capitaux propres (part du groupe)	353 961	(27 780)	326 181
Dont Réserves et résultat consolidés	252 602	(27 780)	224 822
Total Capitaux propres	354 157	(27 780)	326 377
Passifs non courants	75 198	42 367	117 565
Dont Engagements sociaux	67 860	42 367	110 227
TOTAL PASSIF	579 281	14 587	593 868
Compte de résultat consolidé 2012 (6 mois)	Données publiées	Impact de IAS 19R	Données retraitées
Résultat Opérationnel	15 179	2 218	17 397
Autres produits et charges financiers	741	(1 719)	(978)
Résultat avant impôt	16 354	499	16 853
Impôt sur les résultats	(7 102)	(172)	(7 274)
Résultat net consolidé	9 252	327	9 579
Résultat net (part du groupe)	9 246	327	9 573
Résultat par action	0,43 EUR	0,02 EUR	0,45 EUR

Etat du résultat global 2012 (6 mois)	Données publiées	Impact de IAS 19R	Données retraitées
Résultat net consolidé	9 252	327	9 579
Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat	0	(7 309)	(7 309)
Ecarts actuariels liés aux avantages postérieurs à l'emploi	0	(7 309)	(7 309)
Autres éléments totaux du résultat global	755	(7 309)	(6 554)
Résultat global consolidé	10 007	(6 982)	3 025
Résultat global (part du groupe)	10 001	(6 982)	3 019

Tableau de flux de trésorerie consolidé 2012 (6 mois)	Données publiées	Impact de IAS 19R	Données retraitées
Résultat net (part du groupe)	9 246	327	9 573
Amortissements et provisions (hors actifs courants)	11 589	(499)	11 090
Marge brute d'autofinancement des sociétés consolidées après produits de placement, charges de financement et impôt	19 500	(172)	19 328
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	7 102	172	7 274

L'impact à l'ouverture de l'exercice 2012 de IAS 19 révisée est une diminution de 14 373 K€ des capitaux propres et un accroissement de 21 920 K€ des engagements sociaux.

Les informations comparatives données dans l'ensemble des tableaux annexes s'entendent après impact de IAS 19 révisée.

2.1.2. Normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne avant la date de clôture, et qui entrent en vigueur postérieurement à cette date

Le groupe Boiron a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes et interprétations adoptées par l'Union Européenne avant la date de clôture, et qui rentrent en vigueur postérieurement à cette date notamment les normes de consolidation révisées (IFRS 10, 11 et 12).

2.1.3. Normes et interprétations d'application obligatoire ou facultative en 2013 et non encore adoptées au niveau européen

Le groupe ne s'attend pas à ce que les normes et interprétations, publiées par l'IASB, mais non encore approuvées au niveau européen, aient une incidence significative sur ses états financiers.

2.2. PRINCIPES COMPTABLES SPECIFIQUES A L'ARRETE SEMESTRIEL

Les règles appliquées en matière d'estimation et de jugement ont été décrites dans la note 2 de l'annexe des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2012. Dans certains cas, ces règles ont été adaptées aux spécificités de l'arrêté semestriel.

2.2.1. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt du semestre est calculée individuellement pour chaque société : le taux moyen effectif estimé pour l'exercice est appliqué au résultat avant impôt de la période.

Comme les années précédentes, le crédit d'impôt recherche (CIR) est comptabilisé en subvention d'exploitation. Le groupe a opté pour le présenter au compte de résultat en autres produits opérationnels.

De même, le groupe a opté pour la comptabilisation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en autres produits opérationnels, conformément à la possibilité donnée par la norme IAS 20-Subventions publiques.

La taxe additionnelle de 3% liée aux dividendes dont la distribution a été décidée avant le 30 juin 2013 a été comptabilisée en totalité sur le semestre.

2.2.2. Intéressement et participation

Les charges d'intéressement et de participation sont calculées prorata temporis sur la base du montant annuel estimé.

2.2.3. Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34, les engagements de retraite et assimilés n'ont pas fait l'objet d'un recalcul complet au 30 juin 2013 (comme au 30 juin 2012). Les mouvements des engagements nets ont été estimés comme suit :

- Le coût financier et le coût de service rendus ont été estimés à partir de l'extrapolation au 31 décembre 2013 de l'engagement global calculé au 31 décembre 2012 ;
- L'impact de la modification du taux d'actualisation (2,74% au 30 juin 2013, contre 2,80% au 31 décembre 2012 et 3,49% au 30 juin 2012) a été calculé à partir des tests de sensibilité effectués les années précédentes : une variation de 0,5 point du taux d'actualisation a un impact moyen de 6,0% sur l'engagement global.
- Les autres hypothèses actuarielles liées à l'engagement global (taux de croissance de salaires, taux de turnover...) font généralement l'objet d'une mise à jour en fin d'année. Nous n'avons pas identifié au 30 juin 2013 d'élément susceptible d'avoir un impact significatif ;
- Les autres écarts actuariels liés aux effets d'expérience n'ont pas été recalculés, compte tenu de leur impact non significatif constaté les années précédentes et de l'absence de variation significative attendue cette année ;
- Les cotisations versées au fonds externalisé et les prestations versées aux salariés partis en retraite sur le 1^{er} semestre ont été pris en compte.

Le tableau des mouvements de l'engagement net global est présenté en note 14.

2.2.4. Tests de dépréciation

Les modalités de réalisation des tests de dépréciation au 31 décembre 2012 sont décrites dans le document de référence 2012 en note 2.5.

Les tests de dépréciation ne sont réalisés, dans le cadre de l'arrêt des comptes semestriels, que pour les actifs ou groupes d'actifs significatifs pour lesquels il existe un indice de perte de valeur à la fin du semestre ou pour lesquels il existait un indice de perte de valeur à la clôture précédente.

La 1^{ère} application (prospective) de la norme IFRS 13–Evaluation à la juste valeur- n'a pas eu d'impact sur les tests de dépréciation, ceux-ci étant réalisés uniquement en fonction des valeurs d'utilité, comme indiqué dans la note 2.5 du document de référence 2012.

NOTE 3 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation n'a pas connu d'évolution depuis le 31 décembre 2012. Il est présenté en note 3 du document de référence 2012.

La date de clôture de toutes les sociétés est le 31 décembre.

Les sociétés non consolidées sont évaluées au coût historique et sont comptabilisées en immobilisations financières.

NOTE 4 : METHODE DE CONVERSION DES ELEMENTS EN MONNAIES ETRANGERES

Le tableau suivant présente les taux de conversion euro contre monnaies étrangères retenus pour la consolidation des principales entités en monnaies étrangères :

	Taux moyen 2013 (6 mois)	Taux moyen 2012 (6 mois)	Taux de clôture 30/06/2013	Taux de clôture 31/12/2012
Dollar américain	1,313	1,297	1,308	1,319
Dollar canadien	1,335	1,304	1,371	1,314
Zloty polonais	4,178	4,244	4,338	4,074
Rouble russe	40,764	39,698	42,845	40,330
Couronne tchèque	25,697	25,166	25,949	25,151

NOTE 5 : SAISONNALITE

L'activité du groupe peut être saisonnière en raison du niveau de pathologie et de l'étendue de la gamme des spécialités hivernales. Les résultats annuels dépendent généralement de l'activité réalisée sur le second semestre de l'exercice. Par conséquent, les résultats du premier semestre peuvent ne pas être représentatifs des résultats pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice.

NOTE 6 : INFORMATION SECTORIELLE

Le tableau ci-après présente les données au 30 juin 2013 :

DONNEES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations (1)	2013 (6 mois)
CHIFFRE D'AFFAIRES externe	169 702	79 442	25 159	1 481		275 784
CHIFFRE D'AFFAIRES Inter-secteurs	47 489	2 596		511	(50 596)	0
CHIFFRE D'AFFAIRES total	217 191	82 038	25 159	1 992	(50 596)	275 784
Autres produits opérationnels	2 123	202	(2)	19		2 342
Autres charges opérationnelles	(740)	(224)	(8)	(5)		(977)
RESULTAT OPERATIONNEL	49 403	(466)	4 627	(444)	(10 115)	43 005
<i>dont Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations</i>	<i>(11 865)</i>	<i>(1 151)</i>	<i>(240)</i>	<i>(19)</i>		<i>(13 275)</i>
<i>dont Variations nettes des dépréciations sur actifs, provisions et engagements sociaux</i>	<i>1 445</i>	<i>(2 756)</i>	<i>(344)</i>			<i>(1 655)</i>
Produits de placement et charges de financement	212	98	(2)	(132)		176
Impôts sur les résultats	(14 281)	280	(1 772)	(9)		(15 782)
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	33 644	(52)	2 831	(584)	(10 115)	25 724
DONNEES RELATIVES AU BILAN	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations	30/06/2013
Total Bilan	542 124	128 004	26 039	3 056	(107 750)	591 473
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes	163 747	21 762	6 092	143	(4 712)	187 032
Impôts différés actifs	37 859	4 077	2 641			44 577
Besoin en Fonds de Roulement	27 484	38 514	4 817	1 203	(24 058)	47 960
DONNEES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations	2013 (6 mois)
Investissements corporels et incorporels	7 507	883	123	16		8 529

(1) Dont éliminations des résultats internes.

Les données au 30 juin 2012 sont présentées ci-dessous :

DONNEES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations (1)	2012 (6 mois)
CHIFFRE D'AFFAIRES externe	156 831	64 234	19 405	1 048		241 518
CHIFFRE D'AFFAIRES Inter-secteurs	27 278	4 370		517	(32 165)	0
CHIFFRE D'AFFAIRES total	184 109	68 604	19 405	1 565	(32 165)	241 518
Autres produits opérationnels	5 260	124	(70)	11		5 325
Autres charges opérationnelles	(198)	(22)	(22)	(4)		(246)
RESULTAT OPERATIONNEL	20 560	(1 031)	(234)	(1 189)	(709)	17 397
<i>dont Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations</i>	<i>(11 694)</i>	<i>(1 121)</i>	<i>(294)</i>	<i>(20)</i>		<i>(13 129)</i>
<i>dont Variations nettes des dépréciations sur actifs, provisions et engagements sociaux</i>	<i>(359)</i>	<i>(1 445)</i>	<i>3 720</i>	<i>2</i>		<i>1 918</i>
Produits de placement et charges de financement	432	68	(8)	(59)	1	434
Impôts sur les résultats	(7 191)	(157)	88	(14)		(7 274)
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	12 129	(1 114)	(180)	(1 262)		9 573
DONNEES RELATIVES AU BILAN	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations	30/06/2012
Total Bilan	521 235	123 622	27 497	1 861	(104 394)	569 821
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes	170 946	23 307	6 647	188	(4 712)	196 376
Impôts différés actifs	30 103	2 488	4 272			36 863
Besoin en Fonds de Roulement	24 528	35 668	5 918	764	(14 729)	52 149
DONNEES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations	2012 (6 mois)
Investissements corporels et incorporels	10 762	1 677	131	6		12 576

(1) Dont éliminations des résultats internes.

Le chiffre d'affaires consolidé ventilé selon le critère de destination des ventes, tel qu'il est publié dans le cadre de l'information réglementée trimestrielle, se présente comme suit pour les premiers semestres 2013 et 2012 :

	2013 (6 mois)	2012 (6 mois)
France	159 597	145 398
Europe hors France	83 381	70 696
Amérique du Nord	25 579	20 146
Autres pays	7 227	5 278
TOTAL GROUPE	275 784	241 518

La ventilation du chiffre d'affaires par ligne de produits est donnée en note 18.

La structure de la clientèle du groupe est atomisée. Aucun client ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires du groupe sur les périodes présentées.

NOTE 7 : GOODWILL

	31/12/2012	Augmentations / (Diminutions)	Ecart de conversion	30/06/2013
Boiron France ⁽¹⁾	82 826			82 826
Editions Similia	663			663
Total "France"	83 489	0	0	83 489
Belgique ⁽²⁾	2 232			2 232
Boiron Italie	2 242			2 242
Boiron Espagne	583			583
Boiron Suisse	55			55
Total "Europe hors France"	5 112	0	0	5 112
Boiron Canada	215		4	219
Boiron USA	1 113		8	1 121
Total "Amérique du Nord"	1 328	0	12	1 340
Total "Autres pays"	0			0
TOTAL GOODWILL BRUTS	89 929	0	12	89 941
Dépréciation Suisse	(55)			(55)
Dépréciation Belgique ⁽²⁾	(2 232)	0		(2 232)
TOTAL GOODWILL NETS	87 642	0	12	87 654

(1) Le goodwill de Boiron France provient de Dolisos (70 657 K€), de LHF (7 735 K€), de SIBOURG (1 268 K€), de DSA (1 381 K€) et de Herbaxt (1 785 K€). Les goodwill des différentes acquisitions intervenues en France étant devenus indissociables, les tests de dépréciation sont réalisés au niveau de la France.

(2) Le goodwill en Belgique provenait de UNDA (1 408 K€) et Omnium Mercur (823 K€). Les tests de dépréciation de 2012 ont amené à constater une dépréciation complète du goodwill.

Il n'y a pas eu d'acquisition générant un nouveau goodwill au cours du premier semestre 2013.

Il n'existe pas de clause de révision de prix ou d'étalement du paiement des titres acquis.

Compte tenu de l'évolution des performances des groupes d'actifs, aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 juin 2013, à l'exception de la Belgique (annonce d'une réorganisation le 4 juin 2013 : cf. note 1) sur laquelle le test de dépréciation n'a pas conduit à constater de dépréciation d'actif.

NOTE 8 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Sur le premier semestre 2013, les immobilisations incorporelles ont augmenté de 4 242 K€, dont 4 034 K€ sur Boiron France. Ces acquisitions portent principalement sur les projets informatiques en cours.

En ce qui concerne les immobilisations corporelles, le montant des acquisitions du premier semestre 2013, retraité de la variation des dettes sur immobilisations, s'élève à 4 244 K€. Les principales acquisitions portent sur Boiron France pour un montant de 3 454 K€ (investissements sur les trois sites de production et construction d'un établissement de préparation distribution essentiellement).

Les actifs corporels destinés à être cédés (164 K€) concernent les établissements de Milan-Pioltello et Bologne en Italie, déjà inclus dans cette catégorie en 2012.

Aucune immobilisation incorporelle et corporelle ne fait l'objet de nantissement, de prise de garantie ou de sûreté.

NOTE 9 : STOCKS ET EN-COURS

	30/06/2013	31/12/2012
Matières premières et approvisionnements	13 114	14 275
Produits semi-ouvrés et produits finis	48 405	42 571
Marchandises	1 244	1 292
TOTAL STOCKS BRUTS	62 763	58 138
TOTAL DEPRECIATIONS DES STOCKS	(2 102)	(3 893)
TOTAL STOCKS NETS	60 661	54 245

Aucun stock au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012 n'a été donné en nantissement de passif.

NOTE 10 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

	30/06/2013			31/12/2012		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Créances clients nettes libellées en euros	65 076	(1 006)	64 070	79 798	(1 083)	78 715
Créances clients nettes libellées en monnaies étrangères	14 690	(219)	14 471	24 586	(234)	24 352
TOTAL	79 766	(1 225)	78 541	104 384	(1 317)	103 067

Il n'existe pas de contrat de cession de créances.

Les dépréciations sur les créances clients sont constatées conformément aux principes définis en note 2.7.3.1 du document de référence 2012.

Le risque de crédit est traité en note 17 « Instruments financiers et risques ».

Les créances libellées en devises concernent essentiellement la Russie, la Pologne et les Etats-Unis.

NOTE 11 : CREANCE D'IMPOT ET AUTRES ACTIFS COURANTS ET NON COURANTS

	30/06/2013		31/12/2012	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Etat - Créance d'impôt (actifs non financiers)	3 839		1 188	
Autres actifs hors créance d'impôt sur les sociétés				
Actifs non financiers	13 666	59	11 801	70
Etat et collectivités publiques hors impôt sur les sociétés	9 146		8 736	
Personnel	295	59	281	70
Charges constatées d'avance	4 225		2 784	
Actifs financiers valorisés au coût	4 933	321	6 081	401
Autres débiteurs	4 933	321	6 081	401
Instruments dérivés				
TOTAL	18 599	380	17 882	471

NOTE 12 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	30/06/2013			31/12/2012		
	Euros	Monnaies étrangères (contre-valeur euros)	Total	Euros	Monnaies étrangères (contre-valeur euros)	Total
Equivalents de trésorerie	414	871	1 285	2 451	97	2 548
Disponibilités	100 341	5 862	106 203	82 917	11 056	93 973
TOTAL	100 755	6 733	107 488	85 368	11 153	96 521

Les équivalents de trésorerie sont essentiellement constitués d'OPCVM monétaires euros ou de placements équivalents (certificats de dépôts, comptes à terme...) qui répondent aux critères définis par IAS 7 (cf. note 2.7.3.2 du document de référence 2012).

Les variations de juste valeur à la date de clôture ne sont pas significatives.

Il n'existe pas de placement donné en garantie à la clôture de la période, ni soumis à des restrictions.

Le montant de la trésorerie non disponible pour le groupe (contrôle des changes dans une filiale) est non significatif.

NOTE 13 : CAPITAUX PROPRES

Le capital social au 30 juin 2013 est composé de 19 441 713 actions, entièrement libérées, de 1 euro chacune.

Il n'existe pas d'action de préférence.

Le capital social a été réduit de 2 040 843 actions le 1^{er} janvier 2013, à la suite de l'annulation des actions rachetées à Pierre Fabre SA le 17 décembre 2012, dans le cadre du programme de rachat d'actions en vigueur.

La société Boiron France n'est soumise à aucune contrainte externe, d'ordre réglementaire ou contractuel, au titre de son capital. La société intègre pour le suivi de ses capitaux propres les mêmes éléments que ceux qui sont intégrés dans les capitaux propres consolidés.

La politique de la Direction en matière de gestion des capitaux propres consiste à ce jour à privilégier le financement de son développement sur ses fonds propres. Dans un contexte de durcissement des conditions d'octroi de crédit de la part des banques, Boiron France a néanmoins sécurisé ses financements fin 2011 en substituant, à des découverts non confirmés, des lignes de financement confirmées d'une durée de cinq ans et pour un montant total de 80 000 K€. Pour poursuivre son développement, le groupe peut ainsi disposer de ressources financières en complément de sa trésorerie excédentaire. Au 30 juin 2013, aucun tirage n'a été effectué compte tenu du niveau de trésorerie du groupe.

13.1. ACTIONS PROPRES (OU ACTIONS AUTODETENUES)

Le capital est constitué de la façon suivante (en nombre d'actions) :

	30/06/2013	31/12/2012
Nombre d'actions total	19 441 713	21 482 556
Actions propres	(26 648)	(2 071 122)
Nombre d'actions hors actions propres	19 415 065	19 411 434

Les actions inscrites en compte nominatif depuis 3 ans ou plus bénéficient d'un droit de vote double aux assemblées générales.

Il n'existe pas de bon de souscription d'actions en circulation et la société n'a pas mis en place de plan de souscription d'actions ou d'achat pour les salariés ou d'instruments dilutifs.

Les actions propres sont valorisées au cours historique, leur valeur est directement imputée sur les capitaux propres consolidés.

Au 30 juin 2013, le portefeuille d'actions propres s'élève à 1 051 K€ et la plus value latente de ce portefeuille à 3 K€. 26 648 actions sont détenues via le contrat de liquidité souscrit auprès de Natixis. Aucune action n'a été acquise en vue d'annulation.

13.2. DIVIDENDE PAR ACTION

Dividende par action en euro	
Dividende 2012 versé en 2013	0,90
Dividende 2011 versé en 2012	0,70

NOTE 14 : ENGAGEMENTS SOCIAUX NON COURANTS

14.1. DONNEES CHIFFREES DU GROUPE

	31/12/2012 (1)	Impact en Résultat opérationnel	Impact en Résultat financier	Impact en Autres éléments du résultat global		30/06/2013
				Ecarts actuariels	Ecarts de conversion & reclassements	
Total Avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestation définie)	102 440	(57)	1 394	873		104 650
Total Autres engagements à long terme	7 787	84				7 871
TOTAL ENGAGEMENTS SOCIAUX COMPTABILISES EN PASSIFS NON COURANTS	110 227	27	1 394	873	0	112 521

(1) Cf. note 2.1.1.

La variation des engagements sociaux sur le 1^{er} semestre 2012, tenant compte de l'impact de IAS 19 révisée, est la suivante :

	31/12/2011 (1)	Impact en Résultat opérationnel	Impact en Résultat financier	Impact en Autres éléments du résultat global		30/06/2012
				Ecarts actuariels	Ecarts de conversion & reclassements	
Total Avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestation définie)	78 877	(399)	1 718	11 147		91 343
Total Autres engagements à long terme	6 596	171				6 767
TOTAL ENGAGEMENTS SOCIAUX COMPTABILISES EN PASSIFS NON COURANTS	85 473	(228)	1 718	11 147	0	98 110

(1) Cf. note 2.1.1.

14.2. AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI A PRESTATIONS DEFINIES DE BOIRON FRANCE

L'évolution de la provision relative aux Indemnités de Départ à la Retraite (IDR) de Boiron France entre 2012 et 2013 est la suivante :

	31/12/2012	Impact en Résultat opérationnel			Impact en Résultat financier	Impact en Autres éléments du résultat global	30/06/2013
		Coûts des services rendus	Paiements (2)	Changements de régime	Coût financier net du rendement attendu du fonds	Variation actuarielle	
Valeur actualisée de l'obligation	49 985	1 115	(1 513)		678	370	50 635
Valeur du fonds externalisé	(21 461)		13		(295)		(21 743)
Provision IDR Boiron France (1a)	28 524	1 115	(1 500)	0	383	370	28 892

(1a) Cf. tableau ci-après sur le passage entre le 31 décembre 2012 publié et le 31 décembre 2012 retraité.

(2) Le montant des paiements se compose d'une part des cotisations versées au fonds externalisé en 2013 (1 500 K€) et d'autre part des remboursements obtenus à la suite des départs effectués (1 513 K€).

L'évolution de la provision relative à l'Accord de Préparation à la Retraite (APR) de Boiron France entre 2012 et 2013 est la suivante :

	31/12/2012	Impact en Résultat opérationnel			Impact en Résultat financier	Impact en Autres éléments du résultat global	30/06/2013
		Coûts des services rendus	Paiements (2)	Changements de régime	Coût financier	Variation actuarielle	
Valeur actualisée de l'obligation	73 685	1 449	(1 103)		1 011	503	75 545
Provision APR Boiron France (1b)	73 685	1 449	(1 103)	0	1 011	503	75 545

(1b) Cf. tableau ci-après sur le passage entre le 31 décembre 2012 publié et le 31 décembre 2012 retraité.

(2) Le montant des paiements se compose des prestations versés à la suite des départs effectués (1 103 K€), il n'y a pas de fonds de placements externalisés.

Les impacts de l'application de IAS 19 révisée sur les provisions IDR et APR de Boiron France par rapport aux comptes publiés 2012 sont présentés ci-après :

31/12/2012	Données publiées	Impact de IAS 19R	Données retraitées
(1a) Provision IDR Boiron France	8 732	19 792	28 524
(1b) Provision APR Boiron France	51 110	22 575	73 685

14.3. DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION (D.I.F)

Comme indiqué en note 2.9.1.3 du document de référence 2012, le Droit Individuel à la Formation (D.I.F.) est considéré comme un passif éventuel, l'historique des modalités d'utilisation de ce droit ne mettant pas en évidence de surcoûts probables significatifs.

Le nombre d'heures acquis dans le cadre du D.I.F. par l'ensemble des sociétés françaises du groupe est de 274 134 heures au 30 juin 2013 (1 070 heures ont été utilisées sur le premier semestre 2013), contre 268 502 heures au 31 décembre 2012 (1 338 heures ont été utilisées sur 2012).

NOTE 15 : PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

	31/12/2012	Augmentations	Diminutions (non utilisées)	Diminutions (utilisées)	Ecart de conversion & autres mouvements	30/06/2013
Courant						
Provisions pour retours de marchandises	5 300	2 582	(224)	(2 228)	(1)	5 429
Provisions pour risques et litiges	2 948	1 485	(234)	(140)	7	4 066
Provisions pour réorganisations	6 231	5 473	(237)	(2 612)	(10)	8 845
Autres provisions pour autres charges	575			(240)		335
TOTAL PROVISIONS COURANTES	15 054	9 540	(695)	(5 220)	(4)	18 675
Non courant						
Provisions pour risques et litiges	560	27		(10)		577
TOTAL PROVISIONS NON COURANTES	560	27	0	(10)	0	577

L'augmentation des provisions pour réorganisations porte notamment sur la réorganisation des activités en Belgique annoncée le 4 juin 2013 (cf. note 1) à hauteur de 5 075 K€. Les reprises de provisions concernent les réorganisations antérieures en Belgique, en Italie et en Suisse, provisionnées au 31 décembre 2012 : elles couvrent les coûts encourus sur le semestre.

La variation des provisions courantes et non courantes au 30 juin 2012 était la suivante :

	31/12/2011	Augmentations	Diminutions (non utilisées)	Diminutions (utilisées)	Ecart de conversion & autres mouvements	30/06/2012
Courant						
Provisions pour retours de marchandises	6 021	1 401	(35)	(2 019)	183	5 551
Provisions pour risques et litiges	7 697	207	(96)	(4 107)	13	3 714
Provisions pour réorganisations	241	1 756	(21)	(619)		1 357
Autres provisions pour autres charges	122					122
TOTAL PROVISIONS COURANTES	14 081	3 364	(152)	(6 745)	196	10 744
Non courant						
Provisions pour risques et litiges	761	3				764
TOTAL PROVISIONS NON COURANTES	761	3	0	0	0	764

Les autres actifs et passifs éventuels sont décrits en note 23.

NOTE 16 : IMPOTS A PAYER ET AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

	30/06/2013		31/12/2012	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Etat - impôt sur les sociétés à payer (passifs non financiers)	4 039		5 560	
Autres passifs hors impôt sur les sociétés à payer				
Passifs non financiers	69 526	1 774	76 712	2 667
Etat et collectivités publiques hors impôt sur les sociétés	5 847		9 119	
Personnel et organismes sociaux	62 473	1 755	67 022	2 636
Produits constatés d'avance	1 206	19	571	31
Passifs financiers évalués au coût	10 598		9 501	
Fournisseurs d'immobilisations	5 604		1 985	
Autres créiteurs	4 994		7 516	
Instruments dérivés ⁽¹⁾	6		41	
TOTAL	80 130	1 774	86 254	2 667

(1) Cf. note 17

Les autres passifs non courants sont essentiellement constitués de la dette sur le TFR Italien (1 755 K€ au 30 juin 2013 contre 2 636 K€ au 31 décembre 2012).

NOTE 17 : INSTRUMENTS FINANCIERS ET RISQUES

Les actifs et passifs financiers du groupe n'ont pas connu d'évolution significative par rapport au 31 décembre 2012 en ce qui concerne leur nature et leur échéance.

Comme au 31 décembre 2012, les seuls instruments financiers dérivés sont des instruments de couverture du risque de change, ayant tous une échéance inférieure à un an. Au 30 juin 2013, l'intégralité des encours concerne des couvertures de juste valeur. Ainsi, la contrepartie des variations de juste valeur est constatée en résultat opérationnel (cf. note 19). Au 30 juin 2013, en l'absence de couverture de flux futurs, il n'y a aucun impact sur les autres éléments du résultat global.

La mise en œuvre d'IFRS 13 révisée, d'application prospective, n'a pas eu d'impact sur les comptes. Les seuls actifs et passifs évalués à la juste valeur sont les placements et les instruments financiers. Les instruments de couverture sont, comme en 2012, essentiellement des opérations à terme et des options, qui rentrent dans le niveau 2 de la hiérarchie d'IFRS 13.

Les encours d'options à terme et d'opérations à terme ainsi que la juste valeur de ces instruments sont non significatifs au 30 juin 2013.

La juste valeur des placements est donnée en note 12.

L'exposition du groupe aux risques de marché, de crédit et de liquidité n'a pas connu de changement majeur par rapport au 31 décembre 2012 (note 22 de l'annexe consolidée du document de référence 2012). L'analyse des créances dans les pays susceptibles de présenter un risque n'a pas conduit à enregistrer de dépréciation complémentaire.

Au 30 juin 2013, le montant des créances échues et non dépréciées s'élève à 3 759 K€ soit 4,7% des créances clients (contre 5 839 K€ soit 5,6% des créances clients au 31 décembre 2012). Les créances échues depuis moins d'un mois représentent 59% de ce montant. Le solde est à échéance moins d'un an.

Il n'y a pas eu d'évolution majeure sur la structure de la balance âgée sur le premier semestre 2013.

Le groupe n'identifie pas de risque significatif à ce jour sur les créances constatées dans des pays en difficulté économique.

Il n'existe pas d'accord significatif de rééchelonnement de créances, ni d'accord de compensation au 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012.

Les dépréciations sur créances douteuses s'élevaient à 1 225 K€, soit 1,5% du montant total des créances clients, contre 1 317 K€ l'année dernière, soit 1,3 % des créances clients.

Sur le semestre, les pertes sur créances irrécouvrables se sont élevées à 81 K€ soit 0,1% du montant total des créances clients (contre 554 K€ et 0,5% en 2012). L'essentiel de ces pertes était provisionné.

Le groupe Boiron n'a pas eu à constater de défaillance significative sur le premier semestre 2013, comme en 2012.

NOTE 18 : REVENUS DE L'ACTIVITE

	2013 (6 mois)	%	2012 (6 mois)	%
Médicaments homéopathiques à nom commun	152 097	55,1	143 633	59,5
Spécialités de médication familiale	123 466	44,8	97 583	40,4
Autres (1)	692	0,3	782	0,3
Escomptes Financiers	(471)	(0,2)	(480)	(0,2)
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	275 784	100,0	241 518	100,0
Autres produits de l'activité (redevances)	143		128	

(1) La rubrique « Autres » du chiffre d'affaires intègre les ventes de livres ainsi que les facturations de services (enseignement).

Les lignes de produits présentées dans cette ventilation du chiffre d'affaires ne constituent pas des secteurs opérationnels.

NOTE 19 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

	2013 (6 mois)	2012 (6 mois)
Résultat sur cessions d'éléments d'actifs	(249)	1 377
Crédit d'impôt compétitivité et emploi ⁽¹⁾	1 054	
Autres crédits d'impôt ⁽¹⁾	550	662
Résultat sur instruments dérivés (relatif aux couvertures commerciales)	(36)	(58)
Résultat de change sur opérations commerciales	(577)	111
Variations nettes des provisions	241	(51)
Autres ⁽²⁾	382	3 038
TOTAL	1 365	5 079
<i>Dont autres produits opérationnels</i>	<i>2 342</i>	<i>5 325</i>
<i>Dont autres charges opérationnelles</i>	<i>(977)</i>	<i>(246)</i>

(1) Cf. note 2.3.1

(2) La ligne "Autres" intègre en 2012 le produit à recevoir de 2 699 K€ relatif à la TVD Dolisos.

NOTE 20 : IMPÔTS SUR LES RESULTATS

	2013 (6 mois)	2012 (6 mois)
Impôts exigibles	(18 816)	(6 943)
Impôts différés	3 034	(331)
TOTAL	(15 782)	(7 274)
Taux effectif	38,1%	43,2%

La différence entre la charge d'impôt comptabilisée et l'impôt qui serait constaté au taux nominal s'analyse comme suit pour les premiers semestres 2013 et 2012 :

	2013 (6 mois)	%	2012 (6 mois)	%
Impôt théorique	(14 972)	36,1	(6 084)	36,1
Effet des taux d'imposition à l'étranger	(89)	0,2	(521)	3,1
Effet des différents taux d'imposition en France	8	(0,0)	9	(0,1)
Différences permanentes	(513)	1,2	(205)	1,2
Perte ou bénéfice fiscal sans constatation d'IS	(218)	0,5	(477)	2,8
Crédits d'impôt, régularisation IS différés et autres	2	(0,0)	4	(0,0)
Impôt réel	(15 782)	38,1	(7 274)	43,2

NOTE 21 : RESULTAT PAR ACTION (HORS ACTIONS PROPRES)

	2013 (6 mois)	2012 (6 mois)
Résultat net (en K€)	25 724	9 573
Nombre moyen d'actions sur l'exercice	19 422 860	21 453 917
RESULTAT PAR ACTION (en €)	1,32	0,45

En l'absence d'instrument dilutif, le résultat moyen par action est égal au résultat moyen dilué par action. La variation du nombre moyen d'actions s'explique par l'évolution du nombre d'actions propres sur la période ainsi que par la réduction du capital social de 2 040 843 actions le 1^{er} janvier 2013, à la suite de l'annulation des actions rachetées à Pierre Fabre SA le 17 décembre 2012 (cf. note 13).

NOTE 22 : ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Le groupe Boiron n'a pas d'engagement hors bilan lié aux acquisitions et cessions de filiales (engagements de rachat d'actions...).

Au niveau des engagements hors bilan liés au financement de la société, on notera les lignes de crédits bancaires de 80 000 K€, mises en place en 2011 et non utilisées.

Les engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles du groupe n'ont pas connu de variation significative sur le premier semestre 2013.

NOTE 23 : ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

23.1. LITIGE EN BELGIQUE CONTRE M. JEAN-PIERRE BOUMANS

Dans le cadre du renforcement en 2005 de la participation de Boiron dans le capital d'Unda, un tribunal arbitral a condamné, le 29 janvier 2009, in solidum M. Jean-Pierre Boumans (vendeur des actions des holdings d'Unda), Unda, les deux sociétés holdings d'Unda et Boiron, à verser à la société Ce.M.O.N. (actionnaire minoritaire d'Unda et distributeur en Italie des produits d'Unda) une indemnité compensatrice de préjudice d'un montant de 3 400 K€. Boiron et Unda ont exécuté, le 3 avril 2009, la sentence du tribunal arbitral en versant la totalité de l'indemnité compensatrice.

Conformément à la décision prise par le Conseil d'administration de Boiron du 16 décembre 2009, un recours contributoire a été engagé en mai 2010 devant le Tribunal de première Instance d'Anvers à l'encontre du vendeur, M. Jean-Pierre Boumans, en vue d'obtenir le remboursement de la quote-part de la condamnation lui incombant (680 K€). Parallèlement, Boiron a obtenu, le 4 mars 2011, une ordonnance d'exequatur de la sentence arbitrale (donnant force exécutoire à la sentence arbitrale).

Dans le cadre de sa défense, M. Boumans a formé opposition contre cette ordonnance d'exequatur et a également introduit une action en annulation de la sentence arbitrale. Le 22 juin 2012, le Tribunal de Première Instance de Bruxelles a déclaré ces deux actions non fondées. M. Boumans n'a pas interjeté appel de ces jugements. Consécutivement, Boiron a fait signifier un commandement de payer à l'encontre de M. Boumans, qui s'y est opposé en saisissant le juge des saisies. Ce dernier, par ordonnance du 11 juin 2013, a demandé aux parties de faire interpréter la sentence par le tribunal arbitral quant à la part de responsabilité de M. Boumans dans le préjudice subi par la société Ce.M.O.N.

Parallèlement, la procédure de recours contributoire contre M. Boumans pour obtenir le remboursement de la somme de 680 K€ suit son cours.

23.2. LITIGES AUX ETATS-UNIS

Boiron USA a fait l'objet, le 31 août 2010, d'une plainte d'un consommateur déposée devant le tribunal de Los Angeles (Etat de Californie), à l'encontre du médicament Children's Coldcalm[®] (indiqué pour soulager les symptômes du rhume), pour publicité mensongère au motif qu'il ne serait pas efficace.

Dans le cadre de cette procédure, Boiron USA a souhaité que le litige soit porté au niveau fédéral et a déposé un recours aux fins d'obtenir le rejet de la plainte avant tout examen au fond. Ce recours a toutefois été rejeté par le juge fédéral, le 25 juillet 2011 et le caractère collectif de l'action («class action») a été reconnu le 24 août 2011. Le 16 avril 2013, les parties sont parvenues à la signature d'un accord transactionnel afin de mettre un terme à cette procédure. Cet accord prévoit :

- la prise en charge des frais d'avocat de la partie adverse par Boiron USA,
- le remboursement des consommateurs ayant acheté le médicament Children's Coldcalm[®] en Californie sous réserve qu'ils en fassent la demande,
- et l'engagement de modifier les publicités et packagings dans un délai de 24 mois à compter de l'approbation définitive de l'accord par le tribunal. Ce délai de 24 mois permettra à Boiron USA d'écouler son stock actuel dans des conditions normales.

L'accord a obtenu l'approbation préalable du tribunal et reste encore soumis à son approbation définitive. Une provision de 1 million de dollars, correspondant au risque encouru, a été constituée.

Parallèlement, un autre cabinet d'avocats a déposé, le 8 août 2011, une plainte sur les mêmes fondements devant le tribunal de San Diego (Etat de Californie) à l'encontre du médicament Oscillococcinum[®]. Par suite, d'autres plaintes ont été déposées contre la plupart des médicaments Boiron commercialisés aux Etats-Unis.

Afin de limiter les frais inhérents à ces différentes procédures, Boiron USA est parvenue, le 6 mars 2012, à la signature d'un accord transactionnel destiné à mettre un terme à l'ensemble des procédures à l'exception de la plainte relative au médicament Children's Coldcalm[®] mentionnée ci-dessus. Cet accord porte sur le versement d'une somme de 5 millions de dollars couvrant l'intégralité des frais, ainsi que sur l'engagement de modifier les publicités et packagings des médicaments dans un délai de 24 mois à compter de l'approbation définitive de l'accord. Cet accord a reçu l'approbation définitive du tribunal de San Diego par jugement du 31 octobre 2012. Ce jugement a fait l'objet de trois recours. Seule la recevabilité d'un recours reste à examiner par la Cour d'appel, les deux autres ayant été rejetés pour défaut de notification des conclusions dans les délais impartis.

23.3. LITIGES AU CANADA

Boiron Canada fait l'objet de deux plaintes de consommateurs (le 16 mars 2012 en Ontario et le 13 avril 2012 au Québec) visant à l'ouverture d'actions de groupe (« class actions »). Ces deux procédures en sont toujours à un stade préliminaire, les juges saisis n'ayant pas encore statué sur leur recevabilité.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des six derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

NOTE 24 : PARTIES LIEES

Les rémunérations brutes dues aux dirigeants sont les suivantes :

	Dirigeants
Rémunération fixe	582
Rémunération variable (1)	723
Rémunération exceptionnelle	
Honoraires	
Jetons de présence	11
Avantages en nature (2)	13
Total des revenus bruts dus en 2013	1 329
<i>Rappel du montant des revenus bruts dus en 2012</i>	<i>1 138</i>
Avantages postérieurs à l'emploi (indemnité de départ à la retraite et accord de préparation à la retraite)	746
Autres avantages à long terme (médaille du travail)	87

(1) Elle se compose de la prime d'intéressement au résultat. Les autres éléments constitutifs de ce poste sont la prime d'intéressement, la participation légale et l'abondement au PEE et au PERCO.

(2) Il s'agit des avantages liés à la retraite et à la prévoyance, ainsi qu'à la mise à disposition d'un véhicule.

Il n'existe pas de transaction significative sur le semestre avec d'autres parties liées.

NOTE 25 : EVENEMENTS POST CLOTURE

Il n'a pas été identifié d'élément post-clôture pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers du groupe.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information semestrielle 2013

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

MAZARS

Le Premium
131, boulevard Stalingrad
69624 Villeurbanne Cedex

Commissaires aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Lyon

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69393 Lyon Cedex 03
S.A.S à capital variable

Commissaires aux comptes
Membre de la compagnie régionale de Lyon

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société Boiron, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 2.1.1. « Nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et applicables de manière obligatoire en 2013 » de l'annexe, qui décrit les impacts de la première application, à compter du 1^{er} janvier 2013, de la norme IAS 19 révisée.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Villeurbanne et Lyon, le 29 août 2013,

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS

Frédéric Maurel

ERNST & YOUNG et Autres

Nicolas Perlier